



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU NORD

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 15 octobre 2021

Date d'affichage : 15 octobre 2021

OBJET :	Subvention à l'Harmonie Municipale
----------------	---

L'an deux mille vingt et un, le vingt-et-un octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Douchy-les Mines s'est réuni à titre exceptionnel au Forum de l'Imaginaire, sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire de la Commune, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Eddy BRAHMA, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Caroline VARLET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER, Marie- José GUILLAUME

Absents ayant donné pouvoir : Mr JOHN a donné procuration à Me CARLIER R.
Me DUBOIS a donné procuration à Mr VENIAT
Mr SOUMARE a donné procuration à Me CARBOULET

Absents : Coraline KULCZYCKI

Secrétaire de séance : Florance CARBOULET

Nombre de	En exercice :	33	Vote :	Pour :	28 + 3P / 31
Conseillers	Présents :	29		Contre :	0 / 31
Municipaux :	Votants :	28 + 3 pouvoirs		Abstentions :	0 / 31

Présentation :

Jusqu'en 2020, la Directrice de l'Harmonie municipale était mise à disposition par la Commune auprès de l'association.

Dans un souci de transparence et clarification des relations entre la Ville et les associations, il a été décidé d'un commun accord que l'Harmonie municipale gèrerait désormais ses propres personnels.

Aussi, la Commune n'ayant désormais plus la charge de la rémunération, il est nécessaire d'attribuer à l'association une subvention d'un montant de 7.400 € destinée à assumer cette dépense nouvelle et à équilibrer ses comptes.

Concernant le régime juridique des actes pris par les autorités communales, l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du Conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

Aussi, dans un souci de transparence et d'égalité de traitement, les élus qui ont un intérêt dans l'un ou l'autre des projets ou des associations demandeuses sont invités à ne pas participer aux votes les concernant.

Délibération :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement les articles L. 2131-11 L.2311- 7 ;

Considérant que les crédits prévus au Budget de la commune au titre de l'année 2021 ;

Considérant la demande de subvention de l'association ci-dessous :

	Montant subvention	Imputation
Harmonie Municipale	7 400,00 €	6574-311

et que celle-ci a fourni toutes les pièces nécessaires pour se voir attribuer une subvention,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

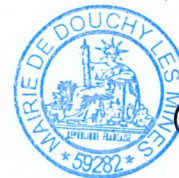
- DIT** que ne prendront pas part aux votes de l'association dont ils sont membres de l'organe de direction, membres dirigeants ou membres du bureau.
- ATTRIBUE** la subvention à l'association énoncée ci-dessus au titre de l'année 2021
- RAPPELLE** que le budget 2021 prévoit des crédits budgétaires suffisants à l'article 6574 et ce pour chaque sous-fonction.
- RAPPELLE** que les associations qui se voient attribuer une subvention par la Commune doivent produire les pièces administratives, statutaires et financières qui permettront de justifier de l'existence de leur activité ainsi qu'au respect de la réglementation de leurs propres statuts (statuts, récépissé de déclaration, procès-verbal d'assemblée générale, rapport moral et d'activité, rapport financier, compte de résultat de l'année N-1, budget prévisionnel de l'année N, liste des membres du bureau...). A défaut, le versement de la subvention sera susceptible d'être suspendu.

Les Conseillers Municipaux suivants n'ont pas participé aux votes :

- Alexandra PULLIAT

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,



Le Maire,

Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.